

HAMELIN, Jean, *Économie et Société en Nouvelle-France*.  
« Cahiers de l'Institut d'Histoire », Université Laval, publiés  
sous la direction de Marcel Trudel, -3-. Les Presses  
Universitaires Laval, Québec, 1960. 137 p.

Lionel Groulx, ptre

Volume 15, numéro 2, septembre 1961

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/302123ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/302123ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Groulx, L. (1961). Compte rendu de [HAMELIN, Jean, *Économie et Société en Nouvelle-France*. « Cahiers de l'Institut d'Histoire », Université Laval, publiés sous la direction de Marcel Trudel, -3-. Les Presses Universitaires Laval, Québec, 1960. 137 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 15(2), 304–306. <https://doi.org/10.7202/302123ar>

HAMELIN, Jean, *Economie et Société en Nouvelle-France*. « Cahiers de l'Institut d'Histoire », Université Laval, publiés sous la direction de Marcel Trudel, -3-. Les Presses Universitaires Laval, [Québec] 1960. 137 pages.

Monsieur Jean Hamelin est chargé de cours à l'Institut d'histoire de l'Université Laval. Le titre de son ouvrage l'indique: nous voici en présence d'une étude à la fois économique et sociale, avec les implications de deux ordres de faits et leurs influences réciproques. Après des remaniements et quelques soustractions ou suppressions, l'auteur nous offre un Mémoire préparé à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes de Paris. Le dirons-nous tout de suite, ce Mémoire n'apporte point que du neuf et l'auteur n'y prétend point. Cependant, c'est la première fois, nous semble-t-il, qu'on nous donne à lire sur le sujet, une étude aussi ordonnée et d'une documentation menée aussi loin. L'œuvre est d'autant plus méritoire que le chercheur, en ce domaine de l'histoire canadienne, se heurte à des sources souvent déficientes et à des statistiques ou des données trop fréquemment inexactes. M. Hamelin en convient loyalement, en son relevé des dépôts et dossiers où il a pris son butin. Un avant-propos et une introduction posent de façon brève l'évolution économique de la Nouvelle-France. L'auteur s'arrête aux dates les plus marquantes: 1672, 1700, 1719, 1740, à la veille de la période

de la guerre de Sept ans. Après quoi, une première partie nous donne un exposé du système monétaire en Nouvelle-France, indique le rôle du castor dans l'accumulation des capitaux, et le rôle du blé, « fondement du niveau de vie ». Une deuxième partie nous ramène à l'homme proprement dit, aux « gens de métier » dans l'immigration française : caractères généraux des immigrants, recrutement des gens de métier dans la colonie, gens de métier et économie de la Nouvelle-France en ses divers secteurs : bâtiment, mines, industrie, pêche, agriculture. Une « conclusion » pose beaucoup plus qu'une question ; nous dirions un problème : une grande bourgeoisie canadienne-française a-t-elle vraiment existé en Nouvelle-France ? Cette grande bourgeoisie serait-elle autre chose qu'un « Etre de raison » ? Rien d'autre qu'un « Etre de raison », soutient M. Hamelin. La chance de faire naître cette bourgeoisie, capable d'assumer, dans la colonie, un rôle économique et social décisif, aurait été perdue lors de la faillite de la Compagnie des habitants, à la veille de 1660. Problème, répéterons-nous, puisque, de la disparition présumée de cette « grande bourgeoisie » avec la conquête anglaise, l'on a tiré récemment une interprétation nouvelle de l'histoire du Canada français après 1760. Controverse à laquelle nous n'avons nulle intention de nous mêler en ce moment. Encore n'en faut-il contester l'importance. Et l'on fera bien de confronter ces opinions adverses avec celle de M. François-Albert Angers, telle qu'exprimée plus haut en la présente livraison de la *Revue*.

Compte rendu trop schématique que le nôtre, nous en convenons, et qui ne rend point justice à l'ouvrage de M. Hamelin. Puisse-t-il néanmoins donner le goût de lire jusqu'au bout ces 137 pages riches de matière historique. Sans doute accuser les historiens d'avoir totalement négligé jusqu'ici ces soubassements de l'histoire canadienne serait-il excessif. Les variations des prix dans la fourrure et autres produits coloniaux et de même le niveau de vie des colons, ne les ont pas, croyons-nous, laissés indifférents. En histoire comme en bien d'autres domaines, on pourrait méditer parfois ce mot de M. de Fontanes qui venait de découvrir tant d'idées de son temps dans le cinquième chant de Lucrèce : « . . . les idées dont notre orgueil s'attribue la découverte, ne sont bien souvent qu'un héritage de l'Antiquité ». En France, l'historien économiste Lucien Romier n'a pas négligé, si nous nous souvenons bien, dans les *Origines politiques des guerres de Religion*, et dans *Le Royaume de Marie Médicis*, ces aspects de l'histoire. Avec les pauvres moyens dont ils disposaient, les historiens de jadis et de naguère n'ont pu s'acquitter de recherches qui, de l'avis, du reste, de M. Hamelin, ne peuvent être qu'une

entreprise d'équipe. Sans doute aussi serait-il abusif de ramener l'histoire économique et sociale à une question de monnaie et de prix. Éléments précieux toutefois qui ne forment pas moins une partie intégrante du passé humain. En histoire, tout s'intègre et s'imbrique comme tout ce qui provient d'un seul tenant. Et c'est par quoi ces recherches d'historiens économistes ont leur prix. A ceux-là qui ont l'habitude de lire une autre sorte d'histoire, l'exposé de telles recherches peut paraître fastidieux, d'une difficile lecture. On oublie — et nous ne rappelons ces choses que pour les étudiants et un certain public — on oublie, disions-nous, que les petits et les grands vulgarisateurs, tout autant que les bâtisseurs de synthèse sont allés chercher à ces chantiers leurs indispensables matériaux de construction. Par nulle autre méthode, l'histoire, quelle qu'elle soit, ne livre tous ses secrets, n'atteint à l'objectivité possible, à la reconstitution intégrale du passé. La construction historique ne s'édifie point à la façon de certaines maisons modernes, avec des pans de mur, des toits, des cheminées tout préparés et déjà d'une seule pièce. Tout véritable historien est d'abord un chercheur, un patient rassembleur de pièces de diverses dimensions, de toute provenance, de toute forme. Et ce n'est qu'une fois terminé cet amoncellement de matériaux à première vue disparates, que l'historien peut jouer son rôle d'architecte ou d'artiste.

En ce champ d'exploration plus ou moins fréquenté, M. Hamelin se garde bien de tenir son étude pour définitive, exhaustive, ainsi qu'on dit prétentieusement aujourd'hui. Il l'avoue en parfaite modestie, dès son Avant-propos : « C'est donc moins le développement continu de l'analyse d'une question que nous présentons à nos lecteurs qu'une collection d'hypothèses et de points d'interrogation . . . » Il observe, par exemple, combien les principales sources qu'il a pu consulter, cahiers de comptes, recensements, généalogies, etc., sont décevantes. L'ouvrage est pourvu de nombre de cartes et de graphiques qui rendront service mais dont l'auteur reconnaît les imperfections. Toutefois une piste s'élargit qui n'était qu'à peine ouverte. Le mérite est à souligner. Et, avec l'auteur, nous formons le vœu que M. Hamelin forme lui-même, à propos de ses cartes : « . . . nous espérons qu'elles inciteront les chercheurs à cerner de plus près les réalités qu'elles figurent. »

LIONEL GROULX, ptre